

vrissement croissant dans l'industrie privée. »

Le débat sur les salaires s'acheva par un compromis. La droite ne pouvait ouvertement s'opposer au mouvement pour les salaires, étant donné que presque tous les syndicats importants avaient déposé des revendications pour une augmentation. Mais elle chercha à en limiter l'étendue et à en freiner la combattivité par toutes sortes d'arguments faisant écho à ceux des tories. Elle se réfugia dans la formule que des revendications de salaires pour faire face à la montée du coût de la vie étaient justifiées, mais qu'elles devaient être modérées et limitées.

Cela ne provoquera pratiquement pas beaucoup de gêne aux syndicats, car aucun d'entre eux ne pourra et ne voudra admettre que ses propres revendications sont injustifiées dans une quelconque mesure. Cette question sera débattue et décidée dans les mois à venir dans les conflits qui grandissent entre les syndicats, le gouvernement Churchill et les patrons.

Le Congrès a voté unanimement une motion en faveur du développement du commerce Est-Ouest, mot d'ordre qui a une popularité grandissante, le chômage s'étendant dans les industries d'exportation, notamment dans le textile.

Par comparaison avec les congrès qui se sont tenus depuis la fin de la guerre, celui de 1952 a indiqué que l'emprise de l'aile droite faiblit et que l'opposition à celle-ci devient plus forte. Dans une certaine mesure ce glissement à gauche est rendu possible par le fait que ce sont les tories et non les travaillistes qui sont au pouvoir. Mais au fond il reflète la radicalisation de plus en plus profonde de la classe ouvrière britannique.

**

Le Congrès annuel du Labour Party à Morecambe a marqué un tournant dans le développement de ce parti et est de grande importance pour tout le mouvement social-démocrate d'Europe occidentale. Ce fut non seulement la première assemblée du Parti depuis qu'il avait perdu le pouvoir l'an dernier, mais aussi la première depuis 1939 où les membres du Parti ont pu dire librement ce qu'ils pensaient.

Il n'y avait pas à se tromper sur le verdict des délégués. Ils répudièrent la direction de droite dirigée par Attlee et Morrison qui avait formulé la politique des deux gouvernements travaillistes d'après-guerre et dirigé jusqu'alors la machine du Parti. Ils s'affirmèrent pour un cours plus indépendant et plus radical personnifié par Aneurin Bevan. Ce déplacement fut mis le plus nettement en évidence par le vote désignant les 7 membres des sections politiques au Comité exécutif national de 27 membres. Les six bevanistes victorieux obtinrent une majorité absolue. Les quatre

d'entre eux qui avaient déjà été élus l'an dernier obtinrent un nombre de suffrages accru. Bevan lui-même ne fut pas loin d'avoir un vote unanime. D'autre part H. Morrison qui, comme adjoint à Attlee aux Communes, serait le successeur de celui-ci au poste de Premier ministre, fut écarté de l'Exécutif où il avait siégé pendant près de 30 ans. De même pour Dalton, ex-chancelier de l'Echiquier. Il fut remplacé par Harold Wilson, un des ministres qui démissionna avec Bevan pour protester contre l'accroissement du budget de guerre aux dépens des services sociaux. Un certain nombre d'anciens ministres identifiés à la droite se trouvaient au bas de la liste.

Les délégués étaient venus au Congrès résolus à défier la vieille garde. Comme le Congrès des Trade-Union, celui du L.P. vota unanimement contre la dénationalisation des industries des transports et de l'acier. On souligna que les conservateurs étaient empressés de dénationaliser parce qu'ils étaient effrayés des succès que ces industries publiques commençaient à enregistrer. Un vif désaccord se manifesta sur la question des compensations et des méthodes pour combattre le gouvernement tory. L'Exécutif s'opposa à une résolution selon laquelle aucune compensation ne serait payée quand les industries seraient renationalisées et tous les profits opérés pendant la dénationalisation appropriés. Son porte-parole déclara qu'une telle confiscation serait dangereuse, ce serait un « instrument de dictateurs ». Les défenseurs de la résolution soulignèrent qu'il ne s'agissait pas de payer des propriétés nouvellement nationalisées, mais de payer deux fois la même propriété. Cette résolution contre une double compensation l'emportait à main levée, mais le président fit un appel nominal et elle fut repoussée par le vote global des syndicats.

L'hostilité montante des délégués pour la droite se déchaîna dans le débat suivant sur la lutte contre les conservateurs. Un certain nombre d'orateurs avaient soutenu la nécessité d'unir les deux formes de lutte du mouvement — politique et gréviste — pour chasser aussitôt que possible le gouvernement. Le matin, l'Exécutif avait condamné « les tentatives faites actuellement par des éléments irresponsables pour persuader les syndicats de faire grève pour des fins politiques ». Les dirigeants syndicaux, visiblement troublés par l'orientation du Congrès et décidés à la bloquer, intervinrent dans le débat. A. Deakin, président du Trade Union Congress, le vrai maître de la droite, arriva au micro accueilli par des bruits qui s'intensifièrent dès qu'il commença à parler : « Si vous voulez de l'argent vous écouterez... il n'y a pas de décision que vous pouvez prendre qui engagera les syndicats. »

Ce chantage, suivi d'un discours aussi brutal de Lawther, président du syndicat des mineurs, comme une épée divisa